



Allemagne: arrestation d'un Moldave soupçonné d'espionnage par drone d'un site d'armement



Les autorités allemandes ont arrêté mercredi un ressortissant moldave soupçonné d'avoir espionné le site d'une entreprise d'armement avec un drone pour le compte « d'une entité étrangère ou d'une organisation interdite », selon un communiqué du parquet de Munich publié vendredi.

L'homme de 37 ans aurait « fait voler un drone aux abords du site d'une entreprise allemande d'armement » à Munich mercredi vers 18 heures, indique le parquet qui mène l'enquête avec sa cellule de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme.

Selon le communiqué, « il existe un soupçon selon lequel il aurait réalisé avec ce drone des photographies et des enregistrements vidéo sensibles du point de vue de la sécurité nationale, afin de les transmettre à une entité étrangère ou à une organisation interdite ».

Depuis des mois, comme d'autres pays européens, l'Allemagne constate de tels cas de survol de drones au-dessus de sites sensibles, comme des aéroports, des bases militaires et des centrales électriques.

Premier bailleur de Kiev, Berlin impute une campagne d'espionnage, de sabotage et de déstabilisation à Moscou, qui dément systématiquement.

Les enquêteurs n'ont cette fois-ci donné aucune information quant au donneur d'ordres suspecté.

L'homme est depuis mercredi en détention provisoire, après avoir été interpellé le soir-même par la police munichoise près du site d'armement, suite à des signalements de la population.

Plusieurs acteurs de l'industrie de l'armement ont des sites à Munich, comme le fabricant franco-allemand de chars KNDS, l'avionneur européen Airbus Defense and Space et le spécialiste de l'électronique de défense Hensoldt.

La ville bavaroise possède aussi un vivier de start-ups de défense.



Berlin a donné récemment à la police fédérale et à la Bundeswehr le pouvoir d'abattre des drones sur le territoire allemand.

Les députés ont aussi adopté cette année une loi visant à renforcer la « résilience » des infrastructures critiques du pays en identifiant celles qui sont indispensables à la population et à l'économie, pour ensuite obliger leurs exploitants à les sécuriser davantage.

kas/alf/glr